

L'inégal développement local en Tunisie : Les causes et les répercussions. Résultats d'une enquête

BRIKI Issam *¹

Réception : 25/05/2025

Acceptation: 21/12/2025

Publication: 31/12/2025

Résumé

L'objectif de notre article est l'analyse des perceptions et des représentations de l'inégal développement local en Tunisie par les acteurs concernés, et ce à partir des résultats d'une enquête. La première partie portera sur la présentation de l'enquête et de ses objectifs. Dans la deuxième partie, l'accent sera mis sur l'analyse des résultats de cette recherche. Tout d'abord, on étudiera les perceptions de la notion de développement local inégal. Ensuite, l'intérêt sera focalisé sur les principales causes et répercussions de l'inégal développement.

Mots clés : développement local, inégalités, acteurs de développement, délégations, perceptions

The unequal development in Tunisia: the causes and repercussions. The results of an inquiry

Summary

The aim of our work is the analysis of perceptions and representations of unequal local development in Tunisia by development actors (thanks to the results of an inquiry). The first part of our article will focus on the presentation of the inquiry and its objectives. In the second part, the emphasis will be on the analysis of the inquiry results. First, we will study the perceptions of the concept of unequal local development. Next, the interest will be focused on the main causes and repercussions of local unequal development.

Keywords: local development, inequalities, development actors, delegations, perceptions

* Auteur Correspondant

L'inégal développement local en Tunisie : Les causes et les répercussions.

Résultats d'une enquête

Introduction

Pendant des décennies, la Tunisie a été considérée comme un exemple de réussite sur le continent africain, elle s'est distinguée par une bonne gestion macroéconomique accompagnée de plusieurs acquis sociaux, qui ont fait d'elle l'un des pays les plus performants d'Afrique. Plusieurs programmes de développement à l'échelle régionale et locale ont été élaborés en Tunisie qui ont servi de base à promouvoir les conditions de vie dans plusieurs régions et à impulser une dynamique de développement régional et local.

Toutefois, la persistance des inégalités, combinée avec d'autres facteurs politiques a attisé la colère au sein de la population et a mené à la chute du régime au mois de janvier 2011.

La révolution du 2011 a fait voler en éclats l'image d'Épinal dont bénéficiait la Tunisie jusqu'à¹. Les politiques de développement tunisiennes ont montré leur incapacité de s'attaquer au déséquilibre territorial et à la détérioration des conditions de vie de la population.

Cette transformation profonde a contribué à remettre en cause les modèles de développement qui ont guidé l'action de l'État et les politiques publiques dans le pays, mais aussi à réinterroger certains schémas qui ont dominé l'analyse des causes de la révolution tunisienne et des dynamiques socio-économiques du pays.

Pourtant, l'agitation sociale et politique qui a embrasé la Tunisie montre qu'en dépit des nouvelles initiatives et réformes, les principaux problèmes de développement n'avaient pas été résolus.

Les politiques de développement poursuivies ont encore débouché sur un échec en termes de justice économique et sociale et sur une "relative rupture" du contrat social entre l'État et les citoyens. Cet état résulte certainement de l'inefficacité, voire de l'échec, des politiques de développement appliquées jusqu'à présent par les dirigeants, qui font preuve d'une mauvaise gestion des affaires publiques et des structures régionales et locales inadaptées.

Par ailleurs, l'étude approfondie des indicateurs sectoriels de développement montre que la marginalisation et les inégalités à l'échelle locale persistent voire s'aggravent en Tunisie.

Devant l'aggravation de cette situation, quelles sont les principales explications et répercussions des inégalités locales en Tunisie?

Pour répondre à cette problématique, nous avons mené une enquête pour étudier les perceptions des acteurs clés de développement local en Tunisie. Les résultats de l'enquête tenteront de fournir des informations de nature qualitative.

Il est nécessaire de noter que notre finalité dans cette étude n'est pas de procéder à une étude exhaustive de la politique de développement général mais il s'agit de cerner l'efficacité de la stratégie de développement local en Tunisie à travers l'analyse des représentations et des perceptions des acteurs du développement local, l'étude des facteurs qui sont à l'origine de ces écarts, ainsi que les répercussions et les conséquences des inégalités locales.

Ainsi, nous allons focaliser notre intérêt, dans cet article, sur les résultats d'une enquête dont l'objectif principal est l'étude des perceptions des acteurs clés de développement, notamment les explications et les répercussions des inégalités et des disparités locales.

Présentation de l'enquête

Les objectifs de l'enquête

L'objectif fondamental de cette enquête est d'avoir des réflexions et des réponses d'ordre stratégique à travers l'analyse des perceptions des acteurs de développement ou plus précisément des hauts responsables et des cadres supérieurs de l'administration tunisienne, des experts de développement, des institutions et des organisations non gouvernementales locales et internationales,

¹ Alia GANA (2011): « Les inégalités socio-territoriales aux origines de la révolution tunisienne : défis du développement, enjeux pour la recherche » le carnet de l'IRMC 2012, p 1

des leaders des partis politiques, des élus des collectivités locales et des universitaires spécialistes en développement, sur divers aspects relatifs au développement local. Notre enquête a débuté le mois de Janvier 2018 et a pris fin le mois de Mai 2019.

Pour ce faire, notre étude et notre questionnaire ont été basés sur les principaux thèmes suivants : la perception des politiques de développement local en Tunisie, les causes et les répercussions des inégalités locales de développement, et les solutions proposées pour réduire l'inégal développement local.

La population enquêtée et l'élaboration de l'échantillon

Notre échantillon a été réalisé à partir d'un échantillonnage non-basé sur la probabilité et suivant les procédures d'itinéraires. Au total, 225 acteurs de développement constituent l'échantillon de l'enquête, et ce comme le montre le tableau suivant:

Tableau 1: Répartition des acteurs échantillon

Lieu de travail	Effectifs
Ministère de Développement Régional de l'Investissement et de la Coopération Internationale (MDICI).	22
Commissariat Générale de développement Régional (CGDR)	11
Office de Développement du nord-ouest (ODNO),	6
Office du Développement du Centre Est (ODCE)	3
Office de Développement du Sud (ODS).	2
Directions Régionales de développement l (DDR)	38
Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ)	13
Ministère des Affaires locales	7
Haut Conseil des collectivités Locales (HCCL),	4
La caisse des prêts et de Soutien des collectivités locales (CPSCL),	3
Le Centre de Formation et d'appui à la Décentralisation (CFAD)	2
Institut National de statistiques (INS)	3
Agence de Promotion d'investissement et de l'Innovation (APII),	5
Agence Nationale pour l'emploi et le Travail Indépendant (ANETI)	7
Office National de la famille et de la Population (ONFP)	3
Ministère des Affaires Sociales	3
Ministère du l'équipement et de l'aménagement des territoires.	3
Les Collectivités locales	5
Le Centre de Recherches et d'Etudes Sociales (CRES)	3
Centre d'Etudes et de Recherche Economiques et Sociales (CERES),	3
Institut des Régions Arides de Médenine (ARD).	2
GIZ	7
Centre International de Développement pour la Gouvernance (CILG/VNG),	4
Agence Française de Développement (AFD).	3
La PNUD	5
OIM	3
BIT	1
BTS	1
FAO	2
UNFPA	1
UNICEF	4
Banque Mondiale	1
Banque Africaine de Développement (BAD)	2
Jaimaity	2
Jasmin Fondation	2
Institut National de la Santé Publique (INSP)	1
IACE	3
Cercle kheiredine "Think Tank"	1
CONNECT	4
Universitaires-spécialistes en développement	7
Experts indépendants	5

L'inégal développement local en Tunisie : Les causes et les répercussions. Résultats d'une enquête

Leaders politiques	6
Élus Municipaux	11
UGTT.	1
	225

Source : Enquête personnelle 2023

I- La perception de développement local

Les définitions de développement local (et les pratiques qui s'y rattachent) se caractérisent par la multiplicité des concepts et des programmes, parfois complémentaires et parfois contradictoires. Bien que le développement local soit l'objectif primordial de tous les acteurs enquêtés, la définition est divergente et multidimensionnelle dans leurs perceptions.

En effet, le tableau ci-dessous montre qu'une part des acteurs et responsables enquêtés pense que le développement local consiste à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être de la population dans une échelle locale conformément aux termes de **A.B** : *''Le développement est un processus de changement socioéconomique, durable et équilibré, de la collectivité locale permettant la création des richesses locales pour assurer le progrès socio-économiques et le bien-être de la population, de manière à créer une base productive et de ne pas être dépendant des ressources et des aides avancées par les pouvoirs publics''*².

On peut citer quelques autres définitions citées par les responsables enquêtés dans le même cadre :

- C'est le développement économique, social culturel, environnemental au niveau local (délégation, commune, quartier, imada...).
- C'est l'ensemble de mesures et décisions politiques économiques et sociales pour améliorer les conditions de vie d'une ville ou délégation
- C'est l'amélioration des conditions de vie des populations dans un territoire donnée
- Mettre à la disposition de la population les services de bases nécessaires et améliorer le niveau de vie des citoyens
- C'est l'amélioration d'une situation donnée vers une situation meilleure d'une localité.
- C'est un processus grâce auquel la communauté participe au façonnement de son propre environnement dans le but d'améliorer la qualité de vie de ses résidents.
- C'est un accès à des services d'éducation et de santé de qualité, un accès à un logement décent, à l'eau potable, et à l'électricité, une infrastructure routière de qualité et un transport public de qualité, un accès aux activités de loisir (maison de culture, cinéma, théâtre, etc.).

D'autres responsables enquêtés pensent que le développement local est la mobilisation des acteurs locaux. Ils pensent que ce modèle donne aux acteurs locaux les initiatives et les stratégies qui ont échappé à la planification élaborée par les autorités centrales. Ils estiment que les collectivités locales et les populations des territoires sont directement impliquées dans la conception de ce modèle de développement. Les énergies de tous les acteurs locaux sont mobilisées en vue de la promotion économique, sociale, culturelle d'un territoire.

D'autre part, d'autres interviewés définissent le développement local à travers une dimension ''d'identité'' ou de "réappropriation de l'identité". Ces définitions mettent l'accent sur l'importance de l'identité et le sentiment d'appartenance (c'est ce que confirme Pierre Hammel: « le développement local va de pair avec une vision qui reconnaît aux citoyens et aux acteurs la possibilité de se réapproprier leur identité »³). Certains acteurs et responsables enquêtés montrent qu'une forte identité est nécessaire à activer tout processus de développement local.

² Ce sont les termes et les citations d'**A.B** exprimés lors de l'enquête

³ Pierre Hammel (1990): « Développement local : une nouvelle culture politique ». In: *Espaces Temps*, 43-44, 1990. Pouvoir, l'esprit des lieux. Visiter l'espace du politique, sous la direction de Jacques Lévy, p.45

Par ailleurs, d'autres responsables ont cherché d'autres voies fondées sur la valorisation des ressources locales. Ils pensent que ce modèle met en avant la nécessité de s'appuyer sur des stratégies qui mobilisent les ressources locales, y compris les savoirs locaux. Ces ressources locales peuvent être tangibles (ressources naturelles, infrastructures) ou intangibles (ressources humaines, capacité à innover).

D'autres définitions citées par les responsables enquêtés évoquent la notion de la solidarité. Ces définitions nous renvoient à l'approche solidaire qui s'intéresse plus au rôle de l'initiative par le bas et qui s'appuie sur des formes de négociations paritaires, non pilotées par les pouvoirs publics⁴. Dans ce cadre, Jacquier et Mendès France définissent le développement local de la façon suivante : « Un processus global, une stratégie intégrée, dont l'objectif est de promouvoir une autre manière de penser et de faire les villes, en mettant l'accent sur les notions de solidarité et de citoyenneté et surtout en cherchant à lutter contre les mécanismes d'exclusion qui sont trop souvent amplifiés quand ils ne sont pas générés par les appareils bureaucratique et technocratique »⁵.

En outre, certaines enquêtés définissent le développement comme un processus qui vise la participation des acteurs locaux. Ils pensent que la participation doit être au cœur même de la stratégie d'action du développement local, comme le stipulent COFFEY et POLÈSE : « La participation de la population en tant que composante incontournable du développement local ».

Enfin, d'autres responsables définissent le développement local comme une politique qui contribue à la suppression du phénomène des disparités de développement entre les territoires (région, délégation, commune...) : « cette conception est radicale visant la concrétisation de l'égalité entre les régions »⁶.

L'ensemble des définitions citées est regroupé par rubrique dans le tableau suivant :

Tableau 2 : La perception du développement local

Réponses	Effectifs	%
C'est un développement endogène	9	4
Un « processus » de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire	61	27
Un développement qui part du bas vers le haut	35	15.6
Un processus permettant l'amélioration de la qualité de vie de la population locale	45	20
Un processus de changement socioéconomique, durable et équilibré de la collectivité locale	11	4.89
Un développement à la base	8	3.56
Réappropriation de l'identité et sentiment d'apprentissage	3	1.33
Une façon de penser	7	3.11
Une expression de la solidarité locale	6	2.67
Une stratégie de développement orientée vers l'action	8	3.56
La contribution d'un territoire (plus-value économique, sociale, culturelle, spatiale).	3	1.33
Un processus de mobilisation des énergies des acteurs locaux	5	2.22
Un processus global qui intègre les "préoccupations d'ordre économique, social, culturel et environnemental	7	3.11
Un processus qui vise à la participation des acteurs locaux	8	3.56
La mobilisation des ressources (naturelles, humaines et économiques)	4	1.78
C'est la suppression des inégalités à l'échelle locale	6	2.67
Pas de réponse	8	3.56
Ensemble	225	100

⁴ Katalyn Kolosy (2011) : « Le développement local : réflexion pour une définition théorique du concept ». Fiche ressources DLD n° 920-1977, publié le 10 janvier 2011

⁵ Jacquier et Mendès France, 1992, cités dans TREMBLAY D.-G. et Fontan J.-M., 1997, « Le développement local: sens, concepts et enjeux », in Le développement économique local: la théorie, les pratiques, les expériences, Québec, Télé-Université, p. 121

⁶ Adel Bousnina (2009) : « Le développement humain et disparités régionales en Tunisie ». Thèse de doctorat, FSHT 2009, Tunis, p 380

L'inégal développement local en Tunisie : Les causes et les répercussions.

Résultats d'une enquête

Source : Enquête personnelle 2023

Par ailleurs, pour améliorer le développement d'une ville ou une délégation, les acteurs locaux et leurs services de développement cherchent toujours à améliorer l'accueil des activités et à diversifier les choix d'investissement qui renforcent l'attractivité de leurs territoires. Selon Fabrice Hatem, « un territoire attractif est celui qui a plus de capacité à fournir, grâce à ses ressources, des conditions d'implantations plus intéressantes que celles des territoires concurrents pour les projets mobiles ».⁷

Depuis longtemps, la Tunisie a fourni beaucoup d'efforts afin de renforcer son attractivité par la mise en œuvre de plusieurs politiques de promotion du territoire. Toutefois, et pour plusieurs raisons, les résultats ne sont pas assez satisfaisants et plusieurs projets ont été délocalisés vers d'autres pays voisins et d'autres pays émergents. En effet, il existe deux types d'acteurs qui peuvent être attirés par un territoire : les personnes physiques résidentes ou des entreprises.

Dans la première enquête, on a étudié l'attraction sur les personnes et la population. On a analysé les facteurs qui donnent envie à la population locale de rester là où elle habite.

Dans ce paragraphe, on va focaliser notre étude sur les facteurs qui caractérisent un territoire pour attirer les investissements locaux et étrangers. Par ailleurs, la classification des **facteurs d'attractivités** peut confirmer l'importance de la place accordée au climat d'affaire dans la perception des acteurs et responsables enquêtés concernant les facteurs d'attractivité les plus importants d'un territoire (auxquels sont sensibles les investisseurs).

A cet égard, « la législation et démarches administratives » a occupé la 1^{ère} position avec le plus hauts taux égal à 72.4%⁸ (c'est-à-dire 163 enquêtés sur un total de 225 ont choisi ce facteur à la tête du classement).

Ensuite, « la stabilité sociale et politique » a occupé la 2^{ème} position avec le plus hauts taux égal à 61.8%⁹ (c'est-à-dire sur un nombre total de réponses égal à 225, on a eu 139 enquêtés qui l'ont choisi dans la 2^{ème} position). En effet, la stabilité sociopolitique constitue un déterminant de l'activité économique. Elle améliore l'environnement des affaires en général et de l'investissement privé en particulier.

Plusieurs études scientifiques et empiriques montrent que l'instabilité sociopolitique affecte l'investissement et par la suite le développement. L'Etat doit détecter rapidement les causes déterminantes de l'échec des politiques qui affectent le climat de l'investissement. « Ces firmes négligent d'autres facteurs d'attractivité importants comme la taille du marché domestique, l'efficacité des distributeurs locaux, l'existence de relations d'affaires, l'état de l'infrastructure interne, les considérations culturelles, la dynamique économique ».¹⁰

« L'infrastructure » a occupé la troisième position avec le plus hauts taux égal à 65.8%¹¹, (c'est-à-dire 148 enquêtés sur un total de 225 ont choisi ce facteur à la 3^{ème} place). A ce sujet, Hirschman (1958) prévoit que les infrastructures ne se limitent pas aux réseaux routiers, port et aéroport mais englobent aussi celles relatives aux services publics comme les services administratifs, scolaires et sanitaires. En outre, il met l'accent sur le caractère productif des infrastructures et il les considère comme des facteurs de croissance économique¹².

⁷ Hatem F (2004) : « Investissement international et politiques d'attractivité ». Economica Paris 2004

⁸ Classement de la législation et démarches administratives: classer 1^{er} : 72.4% des enquêtés, classer 2^{ème} : 5.3%, classer 3^{ème} : 15.6%, classer 4^{ème} : 1.3%, classer 5^{ème} : 5.3% des enquêtés.

⁹ Classement climat social et politique: classer 1^{er} : 20.9% des enquêtés, classer 2^{ème} : 61.8%, classer 3^{ème} : 10.7%, classer 4^{ème} : 5.3%, classer 5^{ème} : 1.3% des enquêtés.

¹⁰ Sofiane Toumi (2009) : « Facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers en Tunisie ». Érudit Revues L'Actualité économique, Volume 85, numéro 2, juin 2009, p. 131-259

¹¹ Classement de l'infrastructure: classer 1^{er} : 1.3% des enquêtés, classer 2^{ème} : 19.6%, classer 3^{ème} : 65.8%, classer 4^{ème} : 1.3%, classer 5^{ème} : 5.3%, classer 6^{ème} : 6.7% des enquêtés.

¹² Hirschman A.O (1964) : « La stratégie du développement économique », Les Editions les Ouvrières, Paris, 264p.

La quatrième et la cinquième place sont occupées respectivement par « *la qualification de la main d'œuvre* »¹³ et « *la faiblesse des coûts de production* »¹⁴ qui sont souvent recherchée par les investisseurs qui s'intéressent essentiellement à l'expérience professionnelle et l'abondance de la main-d'œuvre.

« *La proximité géographique* »¹⁵ malgré son importance a occupé la sixième place. La réunion des acteurs économiques sur un même lieu est source d'efficacité, de créativité et d'innovation¹⁶. Les investisseurs cherchent la proximité de la demande (fournisseurs, clients, bassin d'emploi) et la proximité des ressources. Dans ce cadre, certains enquêtés prévoient que le choix de localisation des entreprises se fait toujours après une étude de la géographie physique et la position du territoire par rapport aux pôles économiques. Ce choix aussi est influencé par la position par rapport à l'accessibilité à la mer et l'autoroute. En effet, les trois grandes agglomérations de la Tunisie (Grand Tunis, Sousse et Sfax) se sont développées sur le littoral à proximité des ports¹⁷. La dernière place est occupée par « *les activités culturelles* »¹⁸.

Outre ces facteurs d'attractivité, certains d'autres responsables et acteurs de développement citent d'autres facteurs d'attractivité qui les considèrent importants pour faire appel à la création d'entreprises et l'attraction de l'investissement à savoir :

- La dynamique locale des acteurs locaux
- La stabilité économique (croissance/ inflation/ taux de change, etc.)
- La crédibilité : les entreprises doivent avoir une confiance dans les politiques publiques qui vont leur tracer tout le processus d'implantation et de fonctionnement. Le manque de crédibilité ne pourra pas amener les entreprises à investir.
- La transparence et la lutte contre la recherche de la rente : la lutte contre la corruption et le clientélisme. Selon les enquêtes de la Banque Mondiale (2005), la majorité des entreprises des pays en développement s'attendent à verser des pots-de-vin lorsqu'elles ont affaire aux agents de l'État¹⁹.
- L'élimination des interventions injustifiées dans l'économie
- Les incitations fiscales et les coûts salariaux et fiscaux faibles.

Tableau 3: Classement des facteurs d'attractivité d'un territoire

Réponses	Rang
Législation et démarches administratives	1
Climat social et politique	2
L'infrastructure (réseau routier, autoroutes, port et aéroport)	3
La qualification du personnel	4

¹³ Classement climat la qualification du personnel: classer 3^{ème} :8%, **classer 4^{ème} :86.7%**, classer 5^{ème} : 5.3% des enquêtés.

¹⁴ Classement climat de la faiblesse des coûts de production: classer 2^{ème} : 10.7%, **classer 5^{ème} :68.7%**, classer 6^{ème} : 14.2%, classer 7^{ème} : 6.7% des enquêtés.

¹⁵ Classement de la proximité géographique: classer 2^{ème} : 1.3%, classer 4^{ème} : 5.3%, classer 5^{ème} :14.2%, classer 6^{ème} : **73.8%**, classer 7^{ème} : 5.3% des enquêtés.

¹⁶ Pierre Martin (2010) : « L'économie de proximité : une réponse aux défis majeurs de la société française », Conseil Economique, Social et Environnemental. Rapport 2010, p I- 6

¹⁷ ITCEQ 2017 : Op.cit, p 149

¹⁸ Classement des activités culturelles: classer 1^{er} : 6.7%, classer 6^{ème} : 5.3%, **classer 7^{ème} : 88%** des enquêtés.

¹⁹ Sofiane Toumi (2010) : « Facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers en Tunisie ». Volume 85, Numéro 2, juin 2009, p. 209–237, Erudit, Un article de la revue : L'Actualité Economique, p 121

L'inégal développement local en Tunisie : Les causes et les répercussions. Résultats d'une enquête

La faiblesse des couts de production	5
La proximité géographique	6
Les activités culturelles	7

Source : Enquête personnelle 2023 (*Cf, l'annexe pour voir plus de détail sur le calcul du classement*)

S'il l'on peut parler de **facteurs favorables** (qui apparaissent fréquemment dans diverses expériences prometteuses de développement local). On peut parler aussi de **nombreux obstacles** qui peuvent freiner le renforcement des dynamiques locales et plus précisément des projets de développement local.

En général, les causes de l'échec ou de blocage d'un projet sont multiples et peuvent survenir dans chaque étape dès la phase de l'étude jusqu'à la phase de livraison. Dans le cadre du développement local, plusieurs obstacles peuvent être rencontrés lors de la mise en œuvre des projets locaux. En Tunisie, plusieurs projets régionaux et locaux sont bloqués en raison de différentes causes.

Vu l'importance de tel sujet, chaque nouveau gouvernement manifeste sa grande motivation au début pour trouver une solution, et insiste sur la nécessité de relancer les projets bloqués à travers le lancement de nouvelles initiatives et simplifications en faveur des différentes directions régionales et locales publiques "entrepreneuses" des projets. C'est dans ce contexte que cette question a été posée dans notre enquête, afin d'analyser la perception des acteurs et responsables enquêtés quant aux principaux obstacles auxquels font face les projets de développement local.

Dans ce cadre, une part importante des responsables enquêtés (48%) pense que les différents projets de développement local sont bloqués pour une question de *financement*. Certains responsables pensent que les établissements publics sont incapables d'honorer leur engagement vis-à-vis des entrepreneurs. Ils ajoutent que le retard de paiement et le grand volume des impayés peuvent causer l'alourdissement des dettes des entrepreneurs vis-à-vis leurs fournisseurs.

D'autres responsables enquêtés (20%) pensent que *l'instabilité des programmes de développement* présente les principaux freins au développement. Certains acteurs enquêtés prévoient que les plans de développement changent dès la nomination d'un nouveau responsable. Les politiques sont menées avec une absence de visions claires qui servent à gérer les affaires au jour le jour. Les décisions ne sont pas prises en cohérence avec la stratégie globale de pays. Chaque nouveau responsable accélère pour concevoir de nouveaux projets sans faire le suivi du déroulement des projets en cours ou décidés précédemment.

D'autres acteurs de développement pensent que *la lenteur des procédures administratives* est à l'origine du blocage des projets locaux. Selon les termes d'un responsable de la CGDR, "*ce retard d'exécution pourra nous faire perdre les dons et affecter la confiance des partis donatrices*". D'autres responsables du Ministère de développement affirment l'existence de problème dans la mise en œuvre des centaines de projets malgré la disponibilité financière. Certains enquêtés mettent l'accent sur l'exigence de multiples autorisations qui causent le blocage de l'approbation des projets et ainsi l'augmentation des abus, et des manœuvres qui peuvent contribuer à l'accroissement de la corruption et la malversation.

Le manque de coordination entre le pouvoir central et local peut favoriser le blocage du processus de développement. Certains acteurs de développement enquêtés estiment que les décisions faites au sommet ne répondent pas aux besoins à la base. Certains responsables enquêtés pensent que la prolifération des projets parachevés est due au retard au niveau de la réaction de tutelle pour résoudre les problèmes rencontrés en cours de la phase de réalisation : "*Ceci concerne des cas de projets prêts à la réalisation immédiate*", ajoute L.B²⁰, directeur à la CGDR de Béja.

²⁰ L.B, directeur à DDR de Béja, il a été interviewé lors de notre enquête

D'autres responsables évoquent le problème *d'absence d'entente entre le gouvernement et les différents partenaires sociaux (UGTT, UTICA)* comme facteur entravant le lancement de plusieurs réformes et l'exécution des projets. Ils pensent que leurs actions se limitent à défendre seulement les intérêts de leurs corporations.

D'autres estiment que les obstacles peuvent parvenir par la population locale elle-même. Ils pensent que plusieurs projets sont bloqués à cause de la « *résistance aux changements* » des habitants. Certains responsables ajoutent que le régionalisme peut causer l'entrave au développement local et diviser l'unité des Tunisiens. Conformément aux termes d'A.G²¹, directrice au sein de l'APII : « *il faut comprendre que la réalisation d'un projet dans une région bénéficiera à une autre* ».

Enfin, d'autres enquêtés jugent qu'il y a un véritable échec et dysfonctionnement dans la gouvernance municipale. En effet, 8% des responsables interviewés pensent que *la majorité des élus municipaux qui se trouvent à la tête des collectivités locales sont incompetents et manquent d'expertise*. Les lacunes auxquelles font face les maires et leurs conseillers se résument dans l'absence de ressources financières pour recruter des diplômés ou des détachés des cadres auprès de l'administration publique qui se préoccupent des dossiers techniques et administratifs.

Le tableau ci-dessous résume les principaux freins pour le développement local :

Tableau 4: Les freins au développement local

Réponses	Effectifs	%
L'incompétence des élus qui se trouvent à la tête des collectivités locales	20	8.89
L'insuffisance des financements	108	48
La résistance aux changements	9	4
L'instabilité des décisions et des programmes	45	20
Incohérence des décisions entre le sommet et le local	38	16.89
Absence d'entente entre le gouvernement et les différents partenaires sociaux (UGTT, UTICA)	5	2.22
Ensemble	225	100

Source : Enquête personnelle 2023

II- La perception des inégalités à l'échelle locale

1. La perception de développement local inégal

Comme le montre le tableau ci-dessous, la majorité des responsables enquêtés (56%) lie la notion de développement local inégal à « la répartition inégale de la richesse et des ressources ». D'autres définitions citées par les responsables interviewés dans le même sens, on peut citer quelques exemples :

- C'est la conséquence directe de la répartition inégalitaire des fruits de la croissance économique entre deux régions (délégation, localités, quartiers, commune, imada...)
- C'est une mauvaise allocation des ressources de certaines localités
- C'est quand les ressources de l'Etat ne sont pas distribuées équitablement.

D'autres responsables enquêtés mettent l'accent sur la notion de « favoritisme » entre deux régions ou espaces en définissant le développement local inégal comme un modèle qui accorde plus d'intérêts à une région par rapport à d'autre.

²¹ A.G, directrice au sein de l'APII, elle a été interviewée lors de notre enquête

L'inégal développement local en Tunisie : Les causes et les répercussions. Résultats d'une enquête

Selon les termes de certains responsables interviewés : le développement local est inégal *''quand il ne donne pas les mêmes chances à tous les habitants pour bénéficier de leurs droits d'accès aux services publics (soins, éducation, transport, logement, services de base, investissement public...)''*.

Dans le même cadre, d'autres acteurs de développement estiment que le développement local inégal est synonyme au développement local non inclusif. Selon **A. B²²**, sous-directeur chargé de suivi des grands projets au sein du Ministère de Développement, d'Investissement et de la Coopération Internationale : *'' c'est un développement qui ne touche pas la totalité de la population cible et ne couvre pas les trois dimensions à savoir l'économique, le social et l'environnemental ''*.

Par ailleurs, pour d'autres responsables enquêtés, le concept de développement local inégal est inhérent à la mauvaise gouvernance, comme le définit **Ch.A**, économiste en santé et expert en développement : *'' C'est un processus involontaire ou de mauvaise gouvernance de faible diversification et d'appauvrissement des activités économiques et sociales sur un territoire d'échelle locale ''*.

Interrogé sur cette question, **A.B²³**, géographe et expert en développement local et régional évoque la notion de « déséquilibre » entre deux régions / espaces. Il stipule que : *''C'est le développement caractérisé par des disparités entre les différents espaces qui expriment de graves déséquilibres préjudiciables même au devenir de la région et du pays ''*.

D'autres responsables mettent l'accent sur la notion de « l'exclusion » conformément aux termes de directeur régional de la Direction de Développement Régionale de la Manouba (DDR): *'' C'est l'exclusion sociale économique d'une partie de la population ou de toute une entité territoriale ''*. En effet, c'est la marginalisation. C'est un phénomène toujours consécutif à une situation d'endettement, perte d'emploi, chômage de longue durée et la perte d'un logement et qui se traduit par une grande pauvreté. Plusieurs auteurs la ressemblent à *''une perte d'identité''*.

Toutefois, certains enquêtés mettent l'accent sur d'autres dimensions « géographiques », en précisant que le développement local est inégal lorsque le local perd ses ressources naturelles, humaines et économiques sans contrepartie. Ainsi, pour **H.T²⁴**, géographe et spécialiste en développement local et régional, le développement local est inégal *''quand le local perd en échange avec un autre espace/territoire ''*. Il ajoute dans le même cadre : *« Quand le local est dominé, polarisé... ''*.

Tableau 5: La perception du développement local inégal

Réponses	Effectifs	%
La répartition inégale de la richesse et des ressources à l'échelle locale	16	56
Les disparités entre les différents espaces qui expriment de graves déséquilibres préjudiciables	9	4
C'est un processus de mauvaise gouvernance sur un territoire d'échelle locale.	11	4.89
C'est la marginalisation d'une partie de la population	14	6.22
C'est l'exclusion sociale économique d'une partie de la population	7	3.11
C'est le déséquilibre intrarégional	9	4
Il ne donne pas les mêmes chances à tous les habitants	5	2.22
C'est le développement local non inclusif	9	4
Certaines régions sont plus favorisées que d'autres	3	1.33
C'est l'existence de conditions sociales, économiques et environnementales inégalitaires à l'échelle intra régionale	4	1.78
Accorder plus d'intérêt à un territoire par rapport à l'autre	14	6.22
Le local perd ses ressources naturelles, humines et économiques sans contrepartie	9	4
Pas de réponse	5	2.66

²² **A.B**, sous-directeur chargé de suivi des grands projets au sein du Ministère de Développement, d'Investissement et de la Coopération Internationale, il a été interviewé dans notre enquête tant qu'acteur de développement

²³ **A.B**, universitaire et expert en développement ; il a été interviewé dans notre enquête tant qu'acteur de développement

²⁴ **H.T**, géographe et spécialiste en développement local et régional, il a été interviewé dans notre enquête

Ensemble	225	100
----------	-----	-----

Source : Enquête personnelle 2023

2. Les causes et les répercussions de l'inégal développement local

2.1. Les causes de l'inégal développement local

Les causes politiques :

L'inégal développement local est déterminé par de nombreuses causes politiques liées notamment (selon une grande partie des responsables soit 38% aux « *choix politiques* »). Certains responsables pensent que les préférences économiques et sociales réelles sont substituées par les choix des hommes politiques devenus ministres, qui sont influencés par les orientations de leurs partis politiques.

L'opportunisme des décideurs politiques peut expliquer selon certains enquêtés les mauvaises décisions (selon les termes d'un responsable enquêté : « *les politiciens au pouvoir ne pensent qu'à eux-mêmes* »).

Dans le même cadre, certains responsables ont estimé que la « *démagogie des programmes électoraux* » a été à l'origine des actions gouvernementales à vocation populiste.

D'autre part, certains responsables pensent que « *la centralisation politique* » peut expliquer l'inégal développement local. Selon les termes de certains responsables, la centralisation a affaibli les structures locales du pouvoir en Tunisie, surtout que la plupart des autorités locales étaient désignées par le gouvernement central.

Interrogé sur cette question, **H. T²⁵**, universitaire et expert en développement local et régional, l'a qualifiée de « *centralisation outrancière* ».

En dépit des nouvelles réformes institutionnelles et juridiques sur la décentralisation, certains responsables pensent que le transfert du pouvoir du niveau central au niveau local est effectué seulement sur le papier (La constitution du 2014 a consacré à la question tout un chapitre « **chapitre 7, articles 131 à 142** »). Ainsi, **A.N**, directeur général des programmes communaux au sein du Ministère des affaires locale et de l'environnement ajoute : « *Réellement le rôle des municipalités dans le développement local est très réduit* »²⁶.

Par ailleurs, d'autres responsables ont estimé que « l'absence de vision claire et de stratégie de développement » ont influencé la continuité des orientations économiques et sociales, comme le montre **A.L²⁷**, économiste et expert en développement : « *Les politiques, les mesures et les instruments utilisés jusqu'alors revêtent un caractère conjoncturel et s'avèrent inefficaces et inadaptés pour régler le problème de l'inégalité du développement à l'échelle locale. Le recours aux politiques structurelles qui émanent des collectivités locales semble plus adapté pour atteindre un tel objectif* ».

D'autres responsables interviewés évoquent « le régionalisme des décideurs politiques » comme facteur important. Ils estiment que les hommes politiques sont influencés par leurs appartenance géographique dans la prise de décision (selon les termes d'un responsable enquêté : « *chacun défend sa région ou sa localité* »).

En outre, d'autres facteurs politiques de l'inégal de développement local ont été cités par les acteurs de développement et ils concernent : « le manque de leadership local » et « la non-participation de la population locale dans la prise de décision ».

Les causes politiques de l'inégal développement local sont nombreuses et ont contribué à renforcer le déséquilibre entre les régions (délégations, communes, quartiers et localités) touchant presque toutes les dimensions sociales et économiques à l'échelle locale. « *Ce sont surtout les facteurs*

²⁵**H.T**, universitaire et expert en développement local et régional, il a été interviewé dans notre enquête.

²⁶**A.N**, directeur général des programmes communaux au sein du Ministère des affaires locales et de l'environnement, il a été interviewé dans notre enquête.

²⁷**A.L**, économiste et expert en développement, il a été interviewé comme étant un acteur de développement dans notre enquête.

L'inégal développement local en Tunisie : Les causes et les répercussions. Résultats d'une enquête

politiques qui sont les plus déterminants, les autres suivent'', a ajouté A.B²⁸, universitaire et expert en développement local et régional à notre question dans l'enquête.

- Les causes administratives :

L'inégal développement local est déterminé par plusieurs facteurs administratifs qui s'articulent principalement selon de nombreux responsables enquêtés (48%) sur *'la lourdeur et la mauvaise bureaucratie'*. Certains responsables pensent que la lenteur bureaucratique est due essentiellement à la multiplicité des administrations qui exigent un grand nombre de correspondances, de contrôles, et d'approbations. Le retard administratif peut altérer la bonne gestion des affaires publiques et obstruer les projets de développement.

Dans le même cadre, certains enquêtés déclarent que l'administration tunisienne souffre d'un taux d'absentéisme énorme, et d'une démotivation des employés, comme le stipule M.B, directeur central Grand Tunis et Nord Est à la CGDR : *'L'administration tunisienne a perdu tous ses moyens d'action, elle a perdu sa confiance en elle-même'*. Selon les termes de certains enquêtés, le défi majeur pour la Tunisie est de réfléchir aux voies pour moderniser l'administration et de simplifier les procédures administratives afin d'améliorer l'attractivité des investissements locaux et étrangers, au sens du sociologue Max Weber : « Le bureau est indispensable au fonctionnement de la société étant au service de l'économie et du citoyen ».

Certains responsables évoquent la notion de « *la centralisation administrative* » comme facteur administratif. En outre, d'autres responsables prévoient que « *l'incompétence des élus de collectivités locales* » peut expliquer l'inégal développement local. Selon les termes de certains interviewés, *'la municipalité manque de cadres et de hauts fonctionnaires techniques pour exercer ses compétences'*. Ainsi, et dans les régions, il est plus difficile de recruter et de garder des professionnels de qualité qui aspirent généralement à des postes plus prestigieux dans la Capitale (Yerkes S et Muasher M, 2018).

Selon les termes de certains enquêtés, les autorités doivent procéder à une simplification importante de la juridiction et des procédures administratives qui réglementent l'activité économique afin de libérer les initiatives d'investissement dans les zones démunies et les régions de l'intérieur et éviter la corruption et le népotisme.

Finalement, certains enquêtés pensent que l'administration souffre *'d'une mauvaise gouvernance'*, ce qui affaiblit l'efficacité des politiques, freine l'essor de la production et in fine entrave le développement. Pour rénover l'administration, il est nécessaire de changer tout d'abord les mentalités des dirigeants. *'Il nous faut un nouveau profil culturel'*, ajoute un responsable enquêté.

- Les causes sociales

Au niveau social, la plupart des réponses des responsables enquêtés s'articulent autour de *'manque de cohésion sociale'* et elles ont concerné essentiellement *'l'absence d'appartenance communautaire'*, *'l'incapacité de travail en groupe'* et *'de la faiblesse des liens sociaux'*.

Selon les termes de certains responsables enquêtés, le manque de cohésion sociale peut considérablement freiner le développement surtout dans les régions démunies et sous développées. Son effet se fait ressentir aussi bien à l'échelle locale que régionale. Elle entrave l'exploitation des ressources naturelles locales, la production agricole et menace l'investissement provenant d'autres régions voisines ou des pays étrangers. Elle favorise les migrations internes à grande échelle.

L'absence d'appartenance territoriale pousse les investisseurs originaires des régions défavorisées à investir ailleurs dans d'autres régions. D'autre part, certains enquêtés pensent que *'le niveau d'instruction'* de la population locale peut expliquer l'inégal développement local. En effet, certains responsables enquêtés ont estimé que les régions (délégations, communes, localités) défavorisées enregistrent un faible niveau d'alphabétisation par rapport aux autres régions. D'autres responsables ont estimé que les régions défavorisées ne sont pas capables de maintenir la main d'œuvre-qualifiée et les cadres supérieurs (selon les termes d'un responsable enquêté : *'les cadres supérieurs sont les plus nombreux à s'installer ailleurs'*).

²⁸A.B : professeur en géographie et expert en développement local et régional, il a été interviewé lors de notre enquête

Par contre, d'autres interviewés ont essayé d'expliquer cette causalité (mauvais taux de scolarisation, échec scolaire-développement) dans une autre optique positive qui met en relief l'importance de l'éducation et son importance sur le développement de la région (délégation /localité). Ils estiment ainsi que l'éducation permet "d'arracher" de la pauvreté à travers la formation d'une génération instruite et innovatrice, capable de transmettre le savoir-faire ou de contribuer directement à l'entrepreneuriat à l'intérieur de la région d'origine.

Par ailleurs, d'autres responsables interviewés, pensent que "*la pauvreté*" favorise clairement les inégalités de développement à l'échelle locale. Certains interviewés prévoient que les régions caractérisées par des niveaux élevés de pauvreté ne sont pas des terrains propices pour la création d'entreprises et de l'investissement.

Par ailleurs, d'autres causes sociales de l'inégal développement local ont été évoquées par les acteurs de développement et elles concernent "*les contestations sociales*" et "*l'absence de politique d'inclusion sociale*".

Enfin, il est nécessaire de noter que le facteur social a été déterminant à cause des politiques inefficaces de tous les gouvernements qui se sont succédés, qui ont intensifié la dégradation de toutes les dimensions sociales et économiques et l'accroissement du déséquilibre à l'échelle locale. "*Le chômage structurel, la précarité de l'emploi, la délinquance juvénile, la persistance des disparités sociales, le manque d'opportunités pour les jeunes, le sentiment d'insécurité ressentie par la population, l'insalubrité des logements, le manque ou l'inadéquation de la formation, la détérioration des conditions de santé, l'inexistence d'un plan d'aménagement du territoire et d'urbanisme constituent des facteurs qui se renforcent mutuellement pour créer un environnement social défavorable pour le développement local*", résume Professeur A.L²⁹, universitaire et expert en développement lors de notre interview.

-Les causes économiques

L'étude de la perception des responsables de développement sur les causes de l'inégal développement local montre que les déterminants économiques sont les plus nombreux. Une grande part des réponses des responsables enquêtés sont liées à "*l'absence des investissements*".

Selon les termes d'autres interviewés, "*les quartiers les plus servis sont les quartiers à concentration administrative ou les zones dont les habitants sont aisées matériellement*". "***C'est l'inégalité absolue***", ajoute R.S³⁰, directeur central de centre des études prospectives au sein de l'APII.

D'autres responsables enquêtés ont estimé que le déséquilibre entre les régions (délégations) en termes d'indice de développement régional (IDR) est à la fois une fin et un moyen d'inégalités. Le classement de ces régions (délégations) en fonction de l'IDR dénote d'une grande disparité entre les délégations chef lieux et les grandes villes d'un côté, et les délégations marginalisées.

D'autre part, certains responsables enquêtés estiment que "*l'absence du climat d'affaire*" peut jouer un rôle crucial dans le retard de développement. Selon les termes de certains enquêtés, les zones pauvres et défavorisées souffrent d'absence de climat pour l'investissement.

Un autre facteur économique a été cité par les acteurs de développement et il concerne notamment "*la mise en valeur des facteurs de production*". Selon certains responsables enquêtés, le mode de mise en valeur des facteurs de production diffère significativement d'une région à une autre.

Par ailleurs, le dysfonctionnement de l'économie peut expliquer l'inégalité selon certains responsables enquêtés. Selon les termes d'autres acteurs, la politique de développement régional est inefficace.

Finalement, certains enquêtés pensent que "*la faible ou la mauvaise valorisation de ressources naturelles*" peut expliquer l'inégal développement local. L'importance de ce sujet réside dans le fait qu'une grande partie de la population dépend des ressources naturelles en Tunisie, comme le stipule,

²⁹A.L, économiste et expert en développement, il a été interviewé comme étant un acteur de développement dans notre enquête.

³⁰R.S, directeur central de centre des études prospectives au sein de l'APII, il a été interviewé dans notre enquête

L'inégal développement local en Tunisie : Les causes et les répercussions. Résultats d'une enquête

F.E.O³¹, directeur central à l'ITCEQ "*C'est leur moyen de subsistance*". Pour certains responsables enquêtés, les exemples les plus illustratifs sont le phosphate et le pétrole. Certains interviewés pensent que les ressources naturelles ne sont pas correctement utilisées et exploitées dans certaines régions en Tunisie. La majorité des régions du sud et du bassin minier souffrent encore de manque d'infrastructure et de projets créateurs de richesse et d'emploi. Cette situation a généré une instabilité et une frustration continue auprès des habitants.

Interrogé sur cette question, **A.L**³², économiste et expert en développement, a précisé que : "*La faiblesse du niveau de vie, le manque de l'emploi, le manque d'opportunité pour les jeunes, le manque de planification locale, l'ampleur grandissante de l'économie informelle, l'iniquité de l'imposition constituent des facteurs qui se renforcent mutuellement pour créer un environnement défavorable pour le développement local*".

2.2. Les répercussions de l'inégal développement local

-Les répercussions politiques :

Une grande part des responsables enquêtés (34%) pense que l'inégal développement local engendre « une instabilité politique ». Selon les termes de certains responsables, ce climat d'incertitude politique aura directement des conséquences sur le bon fonctionnement de l'Etat, l'intérêt public et sur toute la population. D'autres enquêtés mettent l'accent sur les tensions sociales, "*les sentiments d'injustices*" et "*les troubles sociaux*", en précisant que ces effets sont inhérents à l'absence d'actions concrètes qui reflètent une volonté politique réelle de diminuer l'ampleur de l'inégal développement.

Selon les termes d'un responsable de développement, il s'agit de "*manque de confiance*" entre les décideurs politiques et les simples citoyens. Cette situation a forcément nourri "*un sentiment de mépris chez les marginaux*" et a extériorisé des haines profondément enracinées contre tout responsable au pouvoir.

D'autres responsables estiment que le bilan socio-économique déficitaire dans les régions défavorisées encourage "*la régression de la participation de la population dans la vie politique*". La dégradation des conditions économiques et sociales n'est pas étrangère à la démoralisation de la population surtout des régions défavorisées.

Il y a également "*le désintéressement des élites pour s'intégrer en politique*". Ce qui aggrave ce désespoir ambiant, c'est l'impuissance des responsables dirigeants à réagir et à apporter des solutions de sortie de crise, à cause d'une monopolisation de décisions politiques accablante de toutes les modalités de commandement. Il s'agit ici de "*la centralisation politique*", précisent certains responsables interviewés.

Par ailleurs, d'autres répercussions politiques de l'inégal développement local ont été citées par les responsables de développement et elles concernent "*le sentiment d'injustice*", "*la corruption*" et "*le favoritisme*".

-Les répercussions administratives

Outre la bureaucratie et la lenteur du processus administratif, la majorité des responsables enquêtés pensent que l'inégal développement local engendre « la détérioration de l'administration ». Selon les termes de certains responsables enquêtés, l'administration manque de dynamisme et son pouvoir commence à se diluer. Les structures administratives locales seront démobilisées et dépendront du central. Les services administratifs manqueront d'efficacité à cause de l'absence des ressources humaines qualifiées. L'administration manquera de fiabilité au fur et à mesure. Selon les termes de **H.T**³³, universitaire et expert en développement local et régional, il s'agit de

³¹**F. E.O** : directeur central à l'ITCEQ, il a été interviewé dans notre enquête

³²**A.L**, économiste et expert en développement, il a été interviewé comme étant un acteur de développement dans notre enquête.

³³**H.T**, universitaire et expert en développement local et régional, il a été interviewé dans notre enquête.

“ l’instrumentalisation de l’administration au service d’intérêts politiques ou personnels ”. Selon les termes de M.B.L.³⁴, directeur central à la direction générale de la CGDR, c’est “ le désencrage du principe de la neutralité de l’administration ”. Les nominations s’effectuent essentiellement sur des loyautés partisans.

Toutefois, pour un nombre important de responsables enquêtés, les disparités de développement à l’échelle locale favorisent encore “ la centralisation administrative ”. Selon les termes d’autres enquêtés, la prestation de l’administration locale sur le terrain est limitée, et le citoyen se trouve dans la majorité des cas obligé de s’adresser à l’administration principale pour avoir une réponse à sa requête. “ Dans la majorité des cas, les services administratifs locaux jouent le rôle de bureau de réception des dossiers qui nécessitent l’approbation de l’administration centrale ”, ajoute un responsable interviewé.

Par ailleurs, d’autres effets administratifs de l’inégal développement ont été évoqués par certains responsables de développement et elles concernent notamment “ la corruption ”, “ la mauvaise gouvernance administrative ”...

-Les répercussions sociales

Les répercussions sociales de l’inégal développement local sont multiples et elles concernent, selon une partie importante des responsables enquêtés (34%), “ la pauvreté ”. Certains acteurs de développement interviewés pensent que le manque des ressources, d’infrastructures et des créateurs de la valeur ajoutée ont contribué à la prévalence de la pauvreté surtout dans les régions périurbaines à prédominance rurale.

Certains autres responsables enquêtés pensent que la dégradation économique et le manque d’opportunités dans l’emploi dans ces zones rurales, poussent la population à quitter leurs territoires pour la recherche d’une dernière solution de survie. La population rurale est attirée par les zones urbaines où elle espère trouver de meilleures activités rémunératrices et un meilleur accès à la santé, à l’éducation et aux services de base.

D’autre part, certains responsables soulignent qu’il ne s’agit pas uniquement d’un déplacement du milieu rural au milieu urbain. Ils estiment que l’intensité des inégalités de développement entre deux régions urbaines est aussi importante et parfois écrasante. Ils voient qu’il s’agit bien d’un phénomène de migration interne des populations des régions défavorisées vers les régions favorisées et les grandes villes qui ont connu un développement accéléré de leur population à tous les niveaux durant les dernières décennies. « Quelle que soit la qualification communale ou non communale de milieu, ce qui nous intéresse, c’est l’ampleur du déséquilibre entre les régions », souligne H.G.³⁵, urbaniste et conseillère au Centre International de développement pour la Gouvernance Locale (CILG).

Par ailleurs, d’autres responsables ont mis l’accent sur « le déséquilibre de la répartition de la population », ils prévoient que l’exode rural et la migration interne ont causé un déclin démographique des zones rurales et des régions défavorisées et la concentration humaine dans les grandes villes et les régions les plus développées.

Certains acteurs de développement enquêtés évoquent une autre répercussion sociale, à savoir “ la stigmatisation sociale ”. La portée de cette notion s’inscrit dans un processus social complexe mettant en relation plusieurs autres concepts, tels que l’étiquetage social, la discrimination, la déviance, la normalisation des comportements et la vulnérabilité (Bouthillier et Filiatrault, 2003, p.3).

D’autres responsables enquêtés ont évoqué “ l’absence de cohésion sociale ” comme effet de persistance de déséquilibre local. Par ailleurs, d’autres effets sociaux de l’inégal développement ont été évoqués par d’autres responsables de développement, ils concernent notamment “ le chômage ”, “ les troubles sociaux ”, “ l’exclusion sociale ”, “ le sentiment d’injustice ” et “ le niveau d’instruction très faible ”.

-Les répercussions économiques

³⁴M.B.L., directeur central à la direction générale de la CGDR, il a été interviewé dans notre enquête

³⁵H.G.³⁵, urbaniste et conseillère au Centre International de développement pour la Gouvernance Locale (CILG), elle a été interviewée dans notre enquête.

L'inégal développement local en Tunisie : Les causes et les répercussions. Résultats d'une enquête

Une grande part des responsables enquêtés (49%) pense que l'inégal développement local génère 'l'absence de développement économique' dans les régions défavorisées. Concernant cet effet central, plusieurs autres répercussions y sont liées et concernent notamment : 'l'absence de nouvelles activités', 'la faible création d'entreprises', 'le manque de productivité', et 'l'absence d'investissements'.

Toutes les réformes économiques mises en place par l'Etat durant la dernière décennie, n'ont pas réussi à réduire les grandes défaillances et ont parfois même amplifié le dysfonctionnement de l'économie (selon les termes de H.T³⁶, universitaire et expert en développement régional et local : "*La période excessive de la transition socio-économique a entravé le développement sur tout le territoire tunisien*").

Cette dégradation économique a entraîné l'accroissement des inégalités économiques à l'échelle locale. De ce fait, l'accès inégal aux opportunités a impacté directement la création d'emplois productifs. Le chômage se concentre toujours dans les régions (délégations) défavorisées et les zones rurales par rapport aux grandes villes et les autres régions plus développées. L'absence des investissements dans « **ces territoires à la traîne** » peut également expliquer l'absence d'implantation de nouvelles entreprises et projets. La répartition spatiale des entreprises qui préférèrent se localiser autour des pôles économiques et les grands centres urbains peut expliquer le déséquilibre d'emplois en faveur de certaines régions. Cette situation a approfondi la persistance de l'écart de revenu entre « **les régions phares** » et celles qui accusent le retard. Ce bilan est le reflet des inégalités qui persistent. D'autre part, certains enquêtés pensent que l'inégal développement local a favorisé '*l'absence de connectivité des régions défavorisées*'. On parle ici de l'existence d'un déséquilibre en termes « d'équité spatiale ». Selon les termes de certains enquêtés, le déséquilibre entre l'équité et l'efficacité ne permet pas une bonne intégration économique entre régions développées et régions en retard de développement. La population des zones démunies se sent plus isolée que celle des zones favorisées. Selon la Banque Mondiale, « la mauvaise connectivité à travers le pays entraîne une sous-réalisation drastique du potentiel de développement économique local » (Banque Mondiale, 2015, p. 105).

D'autres acteurs de développement ont évoqué '*le développement de l'économie informelle*' comme effet important de l'inégal développement local. Selon les termes de certains enquêtés, la persistance des inégalités locales a proliféré l'économie informelle dans les régions défavorisées.

L'accroissement du chômage, conséquence principale du sous-développement économique des régions défavorisées, s'est accompagné de l'apparition du secteur informel. Par ailleurs, d'autres effets économiques de l'inégal développement ont été cités par certains d'autres responsables de développement, et ils concernent notamment « *la répartition inégale de la richesse* », « *plus de pauvreté* », « *la fuite des capitaux vers les régions les plus développées* » et « *l'insécurité économique* ».

Conclusion

Notre article a tenté, à partir des résultats d'une enquête, de montrer la complexité de la problématique des inégalités locales en Tunisie. Cette étude était consacrée à l'analyse de la perception et les représentations des acteurs de développement sur les principales explications et répercussions de l'inégal développement local.

Les politiques de développement, malgré leur diversité, ont montré leur inefficacité de traitement du déséquilibre régional et local et d'amélioration des conditions de vie de la population.

En effet, dans la majorité des réponses collectées auprès de notre échantillon de responsables et acteurs du développement, les enquêtés insistent sur le fait que les propositions (de sortie de crise) énoncées par le gouvernement sont d'ordre général, inefficaces et surtout elles se caractérisent par une **logique top down**. Pour eux, aucune stratégie nationale et aucune réforme valable n'ont été initiées par les gouvernements qui se sont succédé depuis 2011. '*Ces mesures sont très "standards" et "répétitives", tout le monde devient capable d'en parler : Réduire les inégalités régionales, le*

³⁶H.T, universitaire et expert en développement régional et local, il a été interviewé dans notre enquête

partenariat public privé, la gouvernance locale, la décentralisation'' , la réforme des systèmes éducatifs, l'exploitation des TIC, la lutte contre la malversation... '', déclare un directeur au Ministère de développement.

En outre, la démarche de la décentralisation n'est pas du tout progressive. Dans la pratique, elle n'est effective que sur le papier. En dépit d'un dispositif légal très développé en matière de pouvoir local et de l'historique des institutions locales, le système politico administratif est très centralisé avec des orientations pour la déconcentration aux dépens de la décentralisation (Turki et Verdeil, 2013, p.11). La majorité des textes régissant le Code des Collectivités Locales ne sont pas mis en application, les conseils municipaux élus se trouvent incapables d'exécuter leurs compétences énoncées par ladite loi organique n° 2018-29 du 9 mai 2018, relative au code des collectivités locales.

Par ailleurs, et afin de sauver cette expérience tunisienne en matière du développement local, réforme phare de la révolution, il revient donc aux autorités de rompre l'état d'isolement de ces régions pour les aider à leur propre décollage économique. Dans ce cadre, plusieurs solutions, d'ordre stratégique, ont été proposées par certains acteurs interviewés, sont à mettre en œuvre. Parmi ces solutions, on peut évoquer notamment : L'investissement dans les entreprises locales, l'activation de la fonction économique des communes, la promotion de l'économie sociale et solidaire « ESS », l'adoption des plans de développement municipaux « Chartes locales », la réforme de la fiscalité locale, la consolidation du potentiel entrepreneurial féminin, la consolidation des sentiers de la démocratie locale , la création des clusters spécifiques à chaque région, l'attractivité des compétences de l'administration publique, l'option pour la discrimination positive, la promotion de l'esprit d'appartenance et de la responsabilité chez les citoyens, le développement du marketing territorial, la programme de la communication territoriale, etc...

Enfin, la question locale, le pouvoir local et la décentralisation sont des questions très interdépendantes. En effet, chaque pas dans le processus de la décentralisation s'accompagne d'une avancée démocratique. Cette démocratie locale est la seule qui aux citoyens de nouvelles possibilités de participation à la vie locale, qui débouche sur un développement équitable, répondant à la fois aux aspirations de la population, à l'exigence socio-économique et à la gouvernance politique.

Bibliographie

- Banque Mondiale (2015) : « Tunisie -Diagnostic-pays systématique ». Groupe de la Banque Mondiale- Moyen-Orient et Afrique du Nord. Juin 2015.
- Belhedi Amor (2011) : « Conférence sur le développement régional après la Révolution : réalité et perspectives » 14 Mai 2011. Tunis.
- Belhadi Amor (2011) : « La question du développement régional et local ». Quelques éléments de réflexion et d'action Faculté des Sciences Humaines & Sociales. Université de Tunis Texte paru dans le Journal Attariq Aljadid, n° 226 du 9-15 avril 2011.
- Belhadi Amor (2016) : « Le développement territorial : fondements et pertinence », colloque international LESOR 2016, IRA, Zarzis 3-5 Mai 2016
- Belhedi, A. (2016) : « Le développement territorial ». Communication à la journée d'étude « Associations et acteurs publics, quelles synergies pour agir en commun pour le territoire ». DSF-Tunisie-LAB'ESS (Laboratoire Economie sociale et solidaire) -MEPI (Middle-East Partnership Initiative). Tunis 17 Mai 2016
- Belhadi Amor (2017) : « Développement des régions intérieures. Spécificités, contraintes et potentialités Séminaire « Pour un développement spécifique aux régions intérieures » U.R. BiCade, 1517 mars 2017, FLHA, Université Manouba 25 p
- Belhadi Amor (2017) : « La discrimination positive comme instrument d'intégration et d'équité territoriale Représentations, défis et enjeux ». Journée d'études Parlementaires « Principe de la discrimination positive : Concepts et mécanismes de mise en œuvre », Tunis le 03 juillet 2017
- Belhedi Amor (2018) : « Le développement territorial : fondements et pertinence ». Revue des Régions Arides, 2018, n° 44, 1.

L'inégal développement local en Tunisie : Les causes et les répercussions. Résultats d'une enquête

- Bousnina Adel (2019) : « Les disparités locales du développement humain en Tunisie ». Les cahiers de Tunisie, Academia. Septembre 2019, 33 pages
- Bousnina Adel (2019) : « La Tunisie périphérique oubliée Essai sur le développement local, la marginalisation et les disparités territoriales ». L'Harmattan, 2019, Paris.
- Bouthillier Lynda et Filiatrault France (2003) : « Exploration du phénomène de stigmatisation au regard des activités de surveillance de l'état de santé de la population », document d'information. Août 2008.
- Bousnina Adel (2020) : Les disparités locales du développement humain en Tunisie, Les cahiers de Tunisie n°222/223- Université de Tunis, Tome LXXII- Numéros 226/227 ; pp. 257-290- 2020.
- Tizaoui Hamadi (2018) : Pour un nouveau paradigme du développement régional en Tunisie. Pas de développement régional sans industrie. Etude de géographie économique et sociale. Arabesques éditions, Tunis, 2018.
- Bousnina Adel (2021) : Le développement régional et local en Tunisie. Résultats d'une enquête. Revue des sciences sociales, Numéro 17 / mars 2021 ; Centre arabe des Études stratégiques, politiques et économiques de Berlin, Allemagne. Berlin, 2021 (Article en arabe). pp. 46-72.
- Bousnina Adel (2020) : Perception et représentations du développement local en Tunisie, Revue Insaniyat Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales, Revue publiée par le CRASC (Centre de Recherche en anthropologie Sociale et Culturelle), Numéro 89-juillet/septembre 2020 ; pp.47-71, Oran 2020.
- Turki S. Y et E.Verdeil (2013) : « La décentralisation en Tunisie ».Lebanese Center for Policy Studies.
- Yerkes Sara et MuasherMarwan (2018) : « La décentralisation en Tunisie : autonomiser les villes, engager les citoyens ». Carnegie Endowment for International Peace, article publié le 17 Mai 2018.